



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par Make Mothers Matter et l'Association internationale IUS PRIMI VIRI, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'autonomisation des mères comme stratégie pour éliminer la pauvreté et parvenir au développement durable pour tous

Si l'on veut éliminer la pauvreté, il est essentiel de s'attaquer à ses causes profondes, d'adopter une démarche globale et multidimensionnelle, d'être à l'écoute des témoignages, des besoins et des conseils des personnes vivant dans la pauvreté et d'agir de concert avec eux, comme l'a souligné le Secrétaire général de l'ONU António Guterres à l'occasion de la Journée internationale de 2017 pour l'élimination de la pauvreté. Les stratégies doivent prendre en compte tous ces aspects et permettre aux personnes non seulement de sortir de la pauvreté mais aussi de se développer.

Comme l'indique le rapport de l'ONU intitulé Femmes dans le monde : des chiffres et des idées (2015), les femmes et surtout les mères sont particulièrement concernées, car elles sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les hommes. Parmi ces femmes, les mères célibataires et les femmes âgées vivant seules sont particulièrement exposées à la pauvreté.

Pourtant, les mères sont de puissants agents de changement, que l'on n'utilise pas suffisamment pour parvenir à un développement durable pour tous. Toutes les mères se préoccupent de leurs enfants et de leur famille. La lutte contre la pauvreté est très étroitement liée à l'autonomisation des femmes et des mères ; il s'agit de leur apporter un soutien adéquat dans les domaines de la santé et de l'éducation, et de les aider à réaliser leur autonomie économique et ainsi l'essor de leur famille.

Il est donc crucial d'écouter ce que les mères ont à dire et d'assurer leur participation à l'élaboration des politiques. Les mesures conçues pour et avec les mères peuvent avoir un double impact positif, pour elles-mêmes et pour leurs enfants, et éventuellement briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté.

Rendre visible la pauvreté invisible

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur les nouveaux seuils de pauvreté par pays, publié en octobre 2017, note que d'importants progrès ont été accomplis ces 20 dernières années en ce qui concerne la réduction de la pauvreté : le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 1,7 milliard en 1999 à 767 millions en 2013. Cependant, les personnes vivant dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,9 dollar par jour représentent tout de même 10,7 % de la population mondiale.

En quoi cette estimation approximative du nombre de personnes vivant dans la pauvreté permet-elle de les toucher et de formuler des politiques appropriées ? Comment les États peuvent-ils concevoir des stratégies et projections économiques si une partie de cette population n'est pas prise en compte ?

En effet, le programme « Identification for Development » de la Banque mondiale explique qu'il existe 1,1 milliard de personnes apatrides dans le monde, essentiellement en Asie et en Afrique. Plus d'un tiers d'entre elles sont des enfants qui se retrouvent donc privés d'identité. Cela signifie qu'ils peuvent se voir refuser l'accès à l'éducation, à la santé et à d'autres services publics, et qu'ils ne sont pas pris en compte dans les stratégies et mesures visant à éliminer la pauvreté.

Le Réseau européen sur l'apatridie souligne en outre qu'un enfant apatride naît toutes les dix minutes, situation qui les enlève dans la pauvreté et l'insécurité. Non seulement ils sont laissés pour compte, mais ils demeurent inconnus des décideurs, exclus et invisibles – la plupart du temps dans leur propre pays.

Toutes les personnes vivant dans la pauvreté souffrent fondamentalement d'exclusion, d'une manière ou d'une autre. Elles ne sont ni vues ni entendues, en particulier dans les environnements urbains anonymes. Elles souffrent de l'absence d'intégration dans une communauté et n'ont souvent ni soutien familial ni abri. Leur réinsertion dans la société est cruciale. Elles ont besoin d'être entendues et de retrouver leur dignité. L'une des solutions est de leur donner la parole.

Les multiples aspects de la pauvreté liés au rôle des mères

Le PNUD et l'Oxford Poverty & Human Development Initiative ont mis au point l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). Cette nouvelle mesure permet à chaque pays de mieux comprendre comment la pauvreté affecte sa population et ce qu'il peut faire pour la réduire. L'IPM couvre trois dimensions, représentant différents aspects de la pauvreté :

- La santé (nutrition, mortalité infantile) ;
- L'éducation (fréquentation scolaire, années de scolarité) ;
- Le niveau de vie (assainissement, eau potable, combustible de cuisson, électricité, sol, biens).

Il est intéressant de noter que chacun de ces aspects est lié à la capacité des mères à garantir la santé de base et l'éducation de leurs enfants, nécessaires pour échapper à la pauvreté. Le niveau de vie est également lié au temps que les mères consacrent aux tâches familiales non rémunérées, et à leur autonomisation économique.

Outre les outils qui aident les pays à fixer leurs priorités et à concevoir des mesures adaptées pour éradiquer la pauvreté chronique et intergénérationnelle, la participation des personnes concernées par ces mesures, dont les mères, est essentielle pour leur pertinence et leur réussite.

La santé maternelle et infantile comme moyen de rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté

Pour survivre et s'épanouir, les enfants ont besoin de parents en bonne santé. La mortalité infantile est étroitement liée à la santé maternelle. Ce dernier point a été mis en évidence, entre autres, par l'ONG We Care Solar, qui apporte « aux mères et aux nouveau-nés des établissements de santé qualifiés, un éclairage suffisant et le pouvoir de sauver des vies ». Plus de la moitié des décès d'enfants se produisent au cours du premier mois de vie, et la grande majorité dans la première semaine de vie. La prestation de soins spécialisés aux mères pendant la grossesse et l'accouchement est essentielle à la survie et au bien-être de l'enfant. Il est essentiel d'intégrer la réduction de la mortalité maternelle aux mesures d'atténuation de la pauvreté ; si une mère ne survit pas à l'accouchement, son enfant aura moins de chances de survivre à sa première année de vie. Ses enfants sont plus susceptibles de souffrir de malnutrition et ont moins de chances d'être immunisés contre les maladies et d'aller à l'école. La famille entière aura moins de chances de prospérer. (Forum politique de haut niveau pour le développement durable, « Éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation : intervenir sur les multiples facettes de la pauvreté et des inégalités », juillet 2017.)

Après un déclin continu au cours de la dernière décennie, la faim dans le monde a de nouveau augmenté : en 2016, 815 millions de personnes ont souffert de la faim contre 777 millions en 2015. De nombreuses études ont démontré les conséquences dramatiques de la malnutrition sur le développement du cerveau, et donc sur l'avenir de la main-d'œuvre. Si l'on veut rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté, il

est nécessaire d'investir dans les premières années, en répondant aux besoins de la mère et de l'enfant en matière de nutrition et de soins.

Les problèmes de santé mentale de la mère influent également sur le développement de l'enfant, au moins autant que la malnutrition – comme l'ont souligné des études récentes sur le développement du cerveau. Chaque mère peut développer des troubles mentaux pendant la grossesse et au cours de la première année suivant l'accouchement, mais la pauvreté, les migrations, la tension extrême, l'exposition à la violence (domestique, sexuelle et sexiste), les situations d'urgence et de conflit, les catastrophes naturelles et l'absence de soutien social accroissent généralement les risques de troubles spécifiques. Selon des chiffres récents de l'OMS, environ 20 % des mères souffrent d'une dépression majeure après l'accouchement dans les pays en développement. Ce chiffre est beaucoup plus important que les précédents, qui provenaient principalement de pays à revenu élevé.

Étant donné qu'une mère souffrant d'une maladie mentale ne peut s'occuper convenablement de ses enfants, cette question doit être prise en compte dans les stratégies visant à éliminer la pauvreté.

Les mères et leur famille sont particulièrement touchées par les conflits et les catastrophes naturelles, qui non seulement génèrent de la peur et du stress en raison de l'insécurité, mais détruisent également les moyens de subsistance et compromettent la sécurité alimentaire.

Autonomisation économique des mères

Veiller à ce que les mères parviennent à une certaine indépendance économique est également un facteur décisif de l'élimination de la pauvreté : nous savons que les mères – beaucoup plus que les hommes – investissent leur argent et leur temps dans le bien-être de leur famille et dans la santé et l'éducation de leurs enfants.

Il est donc essentiel d'aborder la question de la répartition inégale des travaux domestiques non rémunérés, qui est à l'origine des inégalités entre les hommes et les femmes. Dans tous les pays, ce travail essentiel de soins aux enfants et aux autres personnes à charge est majoritairement effectué par les femmes, en particulier les mères. Cela a trop souvent pour conséquence un manque de temps libre et réduit les possibilités pour les mères de se consacrer à des activités génératrices de revenus.

Les discriminations auxquelles les mères sont confrontées sur le marché du travail sont également à prendre en compte. Par exemple, l'Institute for Women Policy Research a constaté que si l'on donnait aux femmes les mêmes rémunérations que celles des hommes dans des situations comparables – même âge, même niveau d'éducation, même nombre d'heures, même statut urbain/rural, la pauvreté des femmes qui travaillent serait réduite de plus de 50 %.

L'autonomisation des mères comme stratégie de lutte contre la pauvreté et moyen de rompre son cycle intergénérationnel – recommandations de Make Mothers Matter :

- Lutter contre l'apatridie, notamment en permettant aux mères de transmettre leur nationalité à leurs enfants, et mettre en place des systèmes d'enregistrement des naissances qui leur soient accessibles. C'est une étape nécessaire pour que chaque enfant bénéficie d'une identité, vive dans la dignité et soit reconnu en tant que citoyen, première condition pour ne pas être laissé pour compte ;
- Reconnaître les multiples dimensions de la pauvreté en utilisant davantage l'indice de pauvreté multidimensionnelle afin de mieux comprendre les besoins spécifiques de chaque pays : chaque situation est différente et il faut prendre en

considération la culture, l'histoire et le contexte. Les changements climatiques, par exemple, constituent un problème récent mais critique dans de nombreux pays ;

- Investir dans la santé maternelle et le développement des jeunes enfants : selon la Banque mondiale, « investir dans les premières années est l'un des meilleurs moyens pour un pays d'éliminer l'extrême pauvreté, de stimuler la prospérité partagée et de créer le capital humain nécessaire à la diversification et la croissance des économies. Les expériences vécues au cours de la petite enfance ont un impact profond sur le développement du cerveau – affectant l'apprentissage, la santé, les comportements et, à terme, les revenus. Dans une économie de plus en plus numérisée, il est encore plus important de savoir raisonner, apprendre sans cesse, communiquer efficacement et collaborer, ceux qui n'ont pas ces compétences seront laissés de côté » ;
- Intégrer la santé mentale maternelle aux soins de santé généraux, y compris la santé des femmes, les soins de santé maternelle et infantile, la médecine de la procréation et les autres services nécessaires ;
- Promouvoir les interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle visant à favoriser l'égalité des sexes et la consolidation de la paix, et à renforcer la résilience des populations face aux futurs chocs économiques ou politiques, élaborées dans le cadre de l'Organisation de l'administration des aliments et des orientations sur la sécurité alimentaire, la paix durable et de l'égalité des sexes ;
- Promouvoir la capacité d'action et l'autonomisation économique des mères par les moyens suivants :
 - a) S'attaquer au problème de la répartition inégale du travail domestique non rémunéré – et des normes sociales et culturelles sous-jacentes – tout en reconnaissant la valeur essentielle de ce travail et sa contribution à l'économie et à la société ;
 - b) Promouvoir des politiques de conciliation entre travail et famille pour tous ;
 - c) Lutter contre la discrimination à laquelle sont confrontées les femmes, en particulier les mères, sur le marché du travail et en ce qui concerne l'accès aux ressources économiques.